

Préface

Bertrand Hervieu

Secrétaire général du CIHEAM, (oct. 2003 – sept. 2009)

L'étude réalisée par le CIHEAM pour l'Agence Française de Développement (AFD) sur les perspectives des politiques agricoles en Afrique du Nord repose sur un constat de départ à double entrée, dressé à l'été 2008.

D'une part, le retour de l'agriculture au centre de l'actualité internationale et stratégique, au lendemain d'une crise alimentaire ayant réveillé la planète, parfois trop peu consciente qu'une partie de l'avenir se joue dans ses territoires ruraux et sur sa capacité à nourrir une population toujours plus nombreuse.

D'autre part, l'accroissement des tensions et des désordres agricoles au sein d'une zone méditerranéenne où les pays nord-africains révèlent des situations de fragilités sur le plan de la sécurité alimentaire et où les analyses prospectives appellent de leurs vœux à une coopération renforcée des agricultures dans la région, comme le rapport du CIHEAM *Méditerranée 2008* avait tenté de le montrer.

Un an et demi plus tard, alors que cette étude menée conjointement par les équipes de l'AFD et du CIHEAM se concrétise par la présente publication, le contexte global, malgré les apparences, n'a pas évolué favorablement. Si les prix agricoles internationaux sont à la baisse, ils demeurent toujours plus élevés dans les pays en développement et sur les marchés intérieurs de nombreux Etats du Sud. Si les récoltes en Afrique du Nord ont été bonnes en 2009, le caractère exceptionnel de cette année, notamment sur le plan céréalier, tient à une météorologie moins capricieuse que ce que la tendance climatique lourde nous révèle habituellement. Et tandis que le Globe n'a jamais connu autant d'affamés sur son sol, qui lui s'épuise et fait l'objet de multiples convoitises, force est de constater que le nombre de sous-nutris s'est aussi accru dans la zone nord-africaine. Les défis y sont multiples mais convergent :

- améliorer les rendements tout en ménageant des ressources naturelles rares, à commencer par une eau de moins en moins disponible ;
- optimiser l'organisation des filières agricoles et renforcer les capacités des organisations professionnelles ;
- limiter les effets de la variabilité croissante des prix agricoles et donc maintenir des systèmes capables en interne d'amortir des chocs externes amenés à se reproduire régulièrement ;
- sécuriser les approvisionnements depuis l'étranger et sans doute stocker les produits déterminants comme les céréales constituent des enjeux prioritaires ;
- assurer une meilleure coexistence entre l'agriculture de firme d'un côté et l'agriculture familiale de l'autre, puisque ces deux formes d'exploitations, pour lesquelles une approche plus fine serait bien entendu nécessaire, doivent participer d'un commun mouvement aux politiques de développement agricole et à la construction de la sécurité alimentaire nationale ;
- formuler une orientation claire et innovante pour traiter socialement les agricultures de survie touchées par l'extrême pauvreté et qui se trouvent aujourd'hui coupées des processus de développement.

Enfin, comment ne pas s'interroger sur le modèle général des politiques agricoles menées en Afrique du Nord, qui désormais ne sauraient s'ouvrir sur le marché international et l'approche libérale sans garantir une souveraineté alimentaire nationale minimale en produisant localement, et autant que faire se peut, les denrées agricoles de base qui constituent le socle de l'alimentation des populations. Mettre l'agriculture d'un pays dans les mains du seul commerce mondial, à l'heure où spéculations financières et volatilité des marchés s'accroissent, constituerait une prise de risque peu opportune quand on sait que le développement global d'une Nation passe forcément par l'existence d'un système agricole efficient en son sein.

Cette étude, qui doit beaucoup aux recherches effectuées par les agents du CIHEAM localisés à l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (IAMM), souligne bien que ces impératifs énumérés ci-dessus sont solidement ancrés dans les réalités et les perspectives agricoles de l'Afrique du Nord. Ainsi, et bien qu'il faille reconnaître les disparités de situation qui prévalent entre les quatre pays examinés (Algérie, Egypte, Maroc et Tunisie), il convient sans aucune doute de progresser aujourd'hui sur la voie de la coopération régionale pour pouvoir faire face aux enjeux nombreux qui se bousculent dans la zone et pour lesquels l'approche unilatérale serait inopportune. Pour le développement agricole et rural, la promotion du multilatéralisme, du dialogue et de la concertation régionale, qu'elle soit d'ordre technique ou politique, devrait assurément s'imposer à l'échelle nord-africaine mais aussi méditerranéenne.

Un an de travail collectif, entre septembre 2008 et septembre 2009, marqué notamment par la préparation évolutive des notes stratégiques qui sont ici le cœur de l'analyse et par l'organisation en mai 2009 d'un atelier régional à Tunis ayant permis de confronter les idées et de se nourrir du point de vue d'experts venus d'horizons professionnels diversifiés, aura permis de réaliser la présente publication. Fruit d'une collaboration émergente entre l'AFD et le CIHEAM, deux organismes aux activités distinctes mais complémentaires, cette étude symbolise la mission de coopération confiée au CIHEAM par ses Etats membres : une expertise toujours placée au service de l'action pour le développement de la Méditerranée.